Gouvernement du Canada | Government of Canada

Ministère des Finances Canada

Canada

La revue financière
Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Mars 2015 : déficit budgétaire de 3,0 milliards de dollars

Le mois de mars 2015 s'est soldé par un déficit budgétaire de 3,0 milliards de dollars, en baisse de 3,7 milliards par rapport au déficit enregistré en mars 2014. Les revenus ont augmenté de 4,6 milliards (18,6 %), sous l'effet de la hausse importante des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés et des autres revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 1,3 milliard (4,5 %), en raison de la hausse des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,4 milliard (16,6 %), principalement sous l'effet de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

D'avril 2014 à mars 2015 : excédent budgétaire de 2,9 milliards de dollars

Pour la période d'avril à mars de l'exercice 2014-2015, le gouvernement a affiché un excédent budgétaire de 2,9 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 11,4 milliards pour la même période de l'exercice 2013-2014. Les revenus ont connu une hausse de 11,7 milliards (4,4 %), ce qui traduit la croissance de la plupart des sources de revenus. Les charges de programmes ont diminué de 1,2 milliard (0,5 %), en raison de la baisse des charges de programmes directes, laquelle a été partiellement compensée par la hausse des principaux transferts aux particuliers et des principaux transferts aux autres administrations. Les frais de la dette publique ont diminué de 1,5 milliard (5,3 %), sous l'effet de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur la dette portant intérêt.

Les résultats mensuels d'avril 2014 à mars 2015 ne constituent pas les résultats définitifs pour l'ensemble de l'exercice. Les résultats définitifs tiendront compte des rajustements de fin d'exercice effectués en fonction des nouvelles données disponibles, notamment au titre des revenus fiscaux par suite des cotisations établies sur les déclarations de revenus et au titre de l'évaluation des actifs et des passifs. En outre, ces résultats ne comprennent pas l'incidence budgétaire des initiatives annoncées par le gouvernement, telles que les bonifications apportées à la Nouvelle Charte des anciens combattants (1,6 milliard de dollars) et à la Prestation universelle pour la garde d'enfants (1,1 milliard). L'incidence budgétaire de ces initiatives sera comptabilisée lorsque le projet de loi C-59, intitulé *Loi n° 1 sur le plan d'action économique de 2015*, recevra la sanction royale. Compte tenu de ces facteurs ainsi que d'autres rajustements de fin d'exercice prévus, les résultats déclarés à ce jour sont conformes dans l'ensemble à la projection d'un léger déficit pour 2014-2015 publiée dans le budget de 2015.

Le gouvernement publiera à l'automne les résultats définitifs vérifiés de 2014-2015 dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada*.

Mars 2015

Le mois de mars 2015 s'est soldé par un déficit budgétaire de 3,0 milliards de dollars, en baisse de 3,7 milliards par rapport au déficit budgétaire enregistré en mars 2014.

Les revenus ont totalisé 29,1 milliards de dollars en mars 2015, en hausse de 4,6 milliards (18,6 %) par rapport à mars 2014.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (5,5 %), ce qui découle du calendrier des recettes, qui a eu pour effet d'abaisser ces rentrées en février 2015, mais de les accroître en mars 2015.
- Après avoir connu une baisse en janvier et en février, les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 2,4 milliards de dollars, ce qui découle, en partie, du calendrier des recettes.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (10,6 %).
- Les taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (2,5 %). Les revenus tirés de la taxe sur les produits et services (TPS) ont augmenté de 14 millions, les taxes sur l'énergie ont diminué de 0,1 milliard, et les droits de douane à l'importation et les autres taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,1 milliard.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 9 millions de dollars (0,4 %), sous l'effet d'un redressement ponctuel à la baisse effectué en mars 2015 afin d'inclure les renseignements actualisés concernant les revenus de cotisations pour l'ensemble de l'exercice.

- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus nets sur opérations de change et les revenus divers, ont augmenté de 1,4 milliard de dollars (33,7 %), par suite de l'actualisation des données relatives aux sociétés d'État.

Les charges de programmes ont atteint 30,2 milliards de dollars en mars 2015, en hausse de 1,3 milliard (4,5 %) par rapport à mars 2014.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont progressé de 0,6 milliard de dollars (9,1 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,2 milliard (5,4 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,6 milliard (35,7 %). Les prestations pour enfants, qui comprennent la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants, ont diminué de 0,2 milliard (12,1 %).
- Les principaux transferts aux autres administrations englobent les transferts fédéraux relatifs à la santé et aux autres programmes sociaux (principalement le Transfert canadien en matière de santé [TCS] et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux [TCPS]), les paiements en vertu d'accords fiscaux et d'autres transferts (péréquation, transferts aux territoires et un certain nombre de transferts plus modestes), les transferts aux provinces pour le compte des villes et des collectivités du Canada et l'abattement d'impôt du Québec. Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (6,3 %), sous l'effet des hausses prévues dans la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires, ainsi que d'une diminution des recouvrements estimés en vertu de l'abattement du Québec, lesquels sont déduits des principaux transferts aux autres administrations. Ces hausses ont été partiellement compensées par une diminution des transferts destinés aux villes et aux collectivités du Canada.
- Les charges de programmes directes comprennent les paiements de transfert aux particuliers et aux organisations qui ne sont pas constatés dans les principaux transferts aux particuliers ou aux autres administrations, ainsi que les autres charges de programmes directes, qui comprennent les charges de fonctionnement de la Défense nationale et des autres ministères et organismes de même que les charges des sociétés d'État. Les charges de programmes directes ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (2,1 %). Parmi les éléments des charges de programmes directes :
  - Les paiements de transfert ont augmenté de 0,8 milliard de dollars (12,2 %), principalement en raison de la hausse des frais de règlement relatifs aux Autochtones.
  - Les autres charges de programmes directes ont diminué de 0,4 milliard de dollars (3,7 %).

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,4 milliard de dollars (16,6 %), principalement sous l'effet de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

D'avril 2014 à mars 2015

Pour la période d'avril à mars de l'exercice 2014-2015, le gouvernement a affiché un excédent budgétaire de 2,9 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 11,4 milliards pour la même période de 2013-2014.

Les revenus ont progressé de 11,7 milliards de dollars (4,4 %) pour s'établir à 279,0 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 3,2 milliards de dollars (2,5 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont progressé de 4,3 milliards de dollars (12,2 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont diminué de 0,2 milliard de dollars (2,5 %).
- Les taxes et droits d'accise ont augmenté de 1,4 milliard de dollars (3,0 %). Les rentrées de TPS ont augmenté de 0,5 milliard (1,8 %), les taxes sur l'énergie de 10 millions, les droits de douane à l'importation de 0,3 milliard, et les autres taxes et droits d'accise de 0,5 milliard.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont progressé de 0,8 milliard de dollars (3,5 %), ce qui traduit la croissance de la rémunération.
- Les autres revenus ont augmenté de 2,3 milliards de dollars (7,9 %).

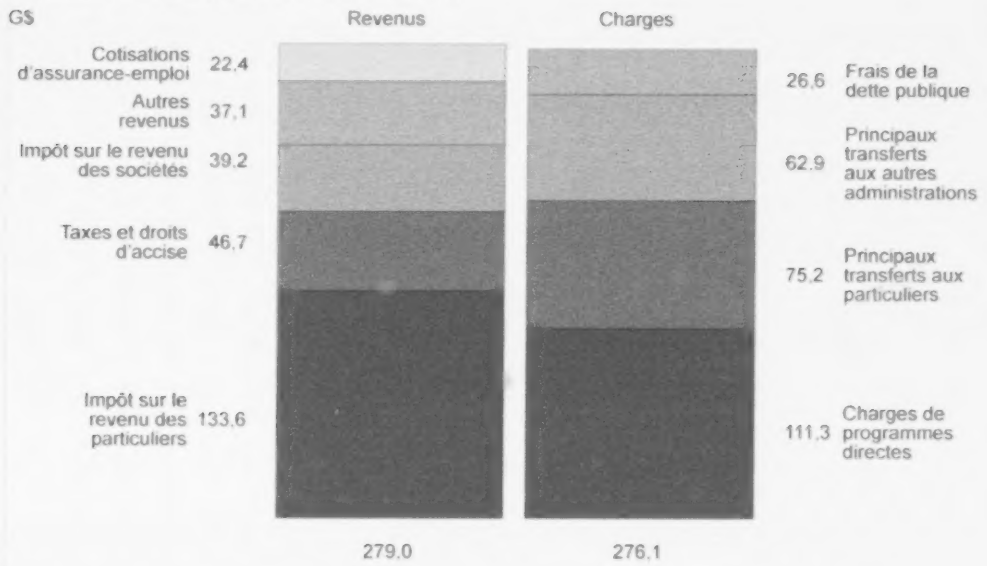
Les charges de programmes ont totalisé 249,4 milliards de dollars, en baisse de 1,2 milliard (0,5 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 2,5 milliards de dollars (3,4 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 1,9 milliard (4,5 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 1,0 milliard (5,5 %) et les prestations pour enfants ont diminué de 0,4 milliard (2,8 %).
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 2,5 milliards de dollars (4,1 %), principalement sous l'effet des augmentations prévues dans la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires.

- Les charges de programmes directes ont diminué de 6,1 milliards de dollars (5,2 %). Parmi les éléments des charges de programmes directes :
  - Les paiements de transfert ont diminué de 2,8 milliards de dollars (7,2 %), principalement sous l'effet de la comptabilisation en 2013-2014 d'un passif relatif à l'aide aux sinistrés par suite des inondations survenues en 2013 en Alberta, ainsi que de la diminution des charges liées à la réévaluation du passif du gouvernement en faveur de l'Ontario représentant la part de la province (un tiers) de la participation du gouvernement dans le capital de General Motors. Ces baisses ont été partiellement compensées par la hausse des frais de règlement relatifs aux Autochtones.
  - Les autres charges de programmes directes ont reculé de 3,4 milliards de dollars (4,3 %), ce qui s'explique en grande partie par des coûts plus faibles au titre des régimes de retraite et avantages des employés en fonction des évaluations actuarielles les plus récentes du gouvernement.

Les frais de la dette publique ont diminué de 1,5 milliard de dollars (5,3 %), en raison surtout de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

Revenus et charges (d'avril 2014 à mars 2015)



Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Besoins financiers de 4,3 milliards de dollars d'avril 2014 à mars 2015

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où ils sont gagnés ou elles sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées ou les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, y compris le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Compte tenu de l'excédent budgétaire de 2,9 milliards de dollars et des besoins financiers de 7,2 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril 2014 à mars 2015 s'est soldée par des besoins financiers de 4,3 milliards, comparativement à des ressources financières de 15,5 milliards pour la même période de l'exercice précédent. L'évolution des ressources ou besoins financiers par rapport à l'exercice précédent est principalement attribuable au remboursement du principal sur les actifs arrivant à échéance du Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés, compensé partiellement par l'amélioration du solde budgétaire en 2014-2015.

Activités nettes de financement en hausse de 6,2 milliards de dollars

Le gouvernement a comblé des besoins financiers de 4,3 milliards de dollars et augmenté les soldes de trésorerie de 1,9 milliard en haussant de 6,2 milliards l'encours de la dette non échue. L'accroissement de la dette non échue a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables.

Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs tels que les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. À la fin de mars 2015, les soldes de trésorerie s'élevaient à 28,0 milliards de dollars, en hausse de 1,9 milliard par rapport à ceux enregistrés à la fin de mars 2014.

Tableau 1
État sommaire des opérations
M$

	Mars		Avril à mars	
	2014[1]	2015	2013–2014[1]	2014–2015
Opérations budgétaires				
Revenus	24 530	29 099	267 347	279 022
Charges				
Charges de programmes	-28 889	-30 176	-250 645	-249 449
Frais de la dette publique	-2 298	-1 917	-28 121	-26 632
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-6 657	-2 994	-11 419	2 941
Opérations non budgétaires	13 481	2 517	26 889	-7 216
Ressources ou besoins financiers	6 824	-477	15 470	-4 275
Variation nette dans les activités de financement	-10 996	36	-13 714	6 153
Variation nette dans l'encaisse	-4 172	-441	1 756	1 878
Encaisse à la fin de la période			26 072	27 952

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

[1] Certains chiffres de l'exercice précédent ont fait l'objet d'un reclassement de façon à tenir compte d'une modification apportée à la convention comptable du gouvernement relativement aux opérations de rachat d'obligations, comme il est indiqué dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada* de 2013-2014.

Tableau 2
Revenus

	Mars			Avril à mars		
	2014 (M$)	2015 (M$)	Variation (%)	2013–2014 (M$)	2014–2015 (M$)	Variation (%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	10 924	11 530	5,5	130 364	133 581	2,5
Impôt sur le revenu des sociétés	3 294	5 741	74,3	34 967	39 223	12,2
Impôt sur le revenu des non-résidents	602	666	10,6	6 543	6 378	-2,5
Total des impôts sur le revenu	14 820	17 937	21,0	171 874	179 182	4,3
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 072	2 086	0,7	30 461	30 998	1,8
Taxes sur l'énergie	444	374	-15,8	5 436	5 446	0,2
Droits de douane à l'importation	310	393	26,8	4 210	4 558	8,3
Autres taxes et droits d'accise	363	416	14,6	5 271	5 732	8,7
Total des taxes et droits d'accise	3 189	3 269	2,5	45 378	46 734	3,0
Total des revenus fiscaux	18 009	21 206	17,8	217 252	225 916	4,0
Cotisations d'assurance-emploi	2 428	2 419	-0,4	21 601	22 354	3,5
Autres revenus	4 093	5 474	33,7	28 494	30 752	7,9
Total des revenus	24 530	29 099	18,6	267 347	279 022	4,4

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Table 3
Charges

	Mars			Avril à mars		
	2014 (M$)	2015 (M$)	Variation (%)	2013 -2014 (M$)	2014 -2015 (M$)	Variation (%)
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations pour les aînés	3 591	3 786	5,4	41 862	43 763	4,5
Prestations d'assurance-emploi	1 567	2 127	35,7	17 425	18 382	5,5
Prestations pour enfants	1 348	1 185	-12,1	13 421	13 049	-2,8
Total	6 506	7 098	9,1	72 708	75 194	3,4
Principaux transferts aux autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	2 544	2 676	5,2	30 543	32 114	5,1
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 018	1 049	3,0	12 215	12 582	3,0
Total	3 562	3 725	4,6	42 758	44 696	4,5
Accords fiscaux et autres transferts	1 916	1 959	2,2	19 833	20 506	3,4
Villes et collectivités du Canada	110	15	-86,4	2 107	1 973	-6,4
Abattement d'impôt du Québec	-357	-136	-61,9	-4 223	-4 234	0,3
Total	5 231	5 563	6,3	60 475	62 941	4,1
Charges de programmes directes						
Paiements de transfert						
Affaires autochtones et Développement du Nord	1 051	1 952	85,7	6 160	7 444	20,8
Agriculture et Agroalimentaire	317	417	31,5	1 539	1 290	-16,2
Emploi et Développement social	857	929	8,4	6 128	6 097	-0,5
Affaires étrangères, Commerce et Développement	1 323	1 511	14,2	3 872	3 904	0,8
Santé	340	319	-6,2	2 830	2 949	4,2

Industrie	582	414	-28,9	2 803	2 399	-14,4
Autres	1 825	1 522	-16,6	15 125	11 604	-23,3
Total	6 295	7 064	12,2	38 457	35 687	-7,2
Autres charges de programmes directes						
Sociétés d'État	632	1 303	106,2	7 445	8 226	10,5
Défense nationale	4 051	3 426	-15,4	22 626	21 804	-3,6
Tous les autres ministères et organismes	6 174	5 722	-7,3	48 934	45 597	-6,8
Total des autres charges de programmes directes	10 857	10 451	-3,7	79 005	75 627	-4,3
Total des charges de programmes directes	17 152	17 515	2,1	117 462	111 314	-5,2
Total des charges de programmes	28 889	30 176	4,5	250 645	249 449	-0,5
Frais de la dette publique[1]	2 298	1 917	-16,6	28 121	26 632	-5,3
Total des charges	31 187	32 093	2,9	278 766	276 081	-1,0

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Les chiffres de l'exercice précédent ont fait l'objet d'un reclassement de façon à tenir compte d'une modification apportée à la convention comptable du gouvernement relativement aux opérations de rachat d'obligations, comme il est indiqué dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada* de 2013-2014.

Tableau 4
Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers
M$

	Mars		Avril à mars	
	2014	2015	2013–2014	2014–2015
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-6 657	-2 994	-11 419	2 941
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-195	-253	-3 847	-3 802
Autres activités d'investissement	3 861	-61	40 670	3 040
Régimes de retraite et autres passifs	727	-86	5 485	2 018
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer, produits à recevoir et provisions	8 302	7 749	-5 457	832
Opérations de change	644	-4 872	-13 513	-12 756
Amortissement des immobilisations corporelles	142	40	3 551	3 452
Total des autres activités	9 088	2 917	-15 419	-8 472
Total des opérations non budgétaires	13 481	2 517	26 889	-7 216
Ressources ou besoins financiers	6 824	-477	15 470	-4 275

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5
Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement
M$

	Mars		Avril à mars	
	2014	2015	2013 –2014	2014 –2015
Ressources ou besoins financiers	6 824	-477	15 470	-4 275
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	-8 864	4 397	4 273	14 495
Bons du Trésor	-1 800	-9 500	-27 700	-17 300
Titres au détail	-55	-22	-1 191	-684
Autres	0	0	0	0
Total	-10 719	-5 125	-24 618	-3 489
Emprunts en devises	-242	4 553	5 227	4 237
Total	-10 961	-572	-19 391	748
Réévaluation de swaps de devises	20	125	5 745	4 343
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés[1]	-76	169	-57	1 112
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	21	314	-11	-50
Variation nette dans les activités de financement	-10 996	36	-13 714	6 153
Variation dans l'encaisse	-4 172	-441	1 756	1 878

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Les chiffres de l'exercice précédent ont fait l'objet d'un reclassement de façon à tenir compte d'une modification apportée à la convention comptable du gouvernement relativement aux opérations de rachat d'obligations, comme il est indiqué dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada* de 2013-2014.

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif
M$

	31 mars 2014	31 mars 2015	Variation
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	111 421	120 001	8 580
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	473 319	487 814	14 495
Bons du Trésor	152 990	135 690	-17 300
Titres au détail	6 327	5 643	-684
Total partiel	632 636	629 147	-3 489
Payable en devises	16 030	20 267	4 237
Compte de réévaluation de swaps de devises	2 326	6 669	4 343
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	3 184	4 296	1 112
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	4 782	4 732	-50
Total de la dette non échue	658 958	665 111	6 153
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	153 083	152 408	-675
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	71 409	73 964	2 555
Autres passifs	5 914	6 052	138
Total des régimes de retraite et autres passifs	230 406	232 424	2 018
Total de la dette portant intérêt	889 364	897 535	8 171
Total des passifs	1 000 785	1 017 536	16 751
Actifs financiers			

Trésorerie et créances	128 574	138 200	9 626
Comptes d'opérations de change	72 262	85 018	12 756
Prêts, placements et avances (nets des provisions)[1]	117 635	112 189	-5 446
Total des actifs financiers	318 471	335 407	16 936
Dette nette	682 314	682 129	-185
Actifs non financiers	70 433	70 783	350
Dette fédérale (déficit accumulé)	611 881	611 346	-535

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Le montant du 31 mars 2015 inclut des pertes de 2,4 milliards de dollars au titre des autres éléments du résultat global enregistrées par les sociétés d'État entreprises et les autres entreprises d'État pour la période d'avril 2014 à mars 2015.

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Glenn Purves au 613-369-5655.

Mai 2015

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2015)

Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document doit être adressée au ministère des Finance Canada.

This publication is also available in English.

No de cat. : F12-4F-PDF
ISSN : 1487-0134